



# **Caucase et Moyen Orient**

**LE PETROLE DE LA MER CASPIENNE ET L'OLEODUC**

**BAKOU – TBILISSI – CEYHAN,  
l'influence des ETATS-UNIS**

Mémoire de géopolitique

du capitaine de corvette Philippe EGELE

Dans le cadre de l'étude dirigée « La Russie et ses espaces de sécurité »

Directeur : Mr Jean-Christophe Romer  
de l'Institut des Hautes Etudes Européennes

Avril 2001

1. Le pétrole de la mer Caspienne et l'oléoduc BAKOU – TBILISSI – CEYHAN, l'influence des ETATS-UNIS
2. Capitaine de corvette Philippe EGELE
3. 6 avril 2001
4. Division A
5. Mémoire de géopolitique
6. Les ETATS-UNIS considèrent que la libre accession aux sources d'énergie est un intérêt vital pour eux. Aussi mènent-ils une politique très active dans le CAUCASE et la région de la CASPIENNE afin d'influer sur les décisions concernant le pétrole. Cette prise de position leur permet également de poursuivre le développement de leur main-mise dans cette région, et donc de réduire celle de la Russie, mais aussi de s'implanter militairement dans une région particulièrement explosive, tout en resserrant les liens avec leurs alliés.
7. Mots clés : pétrole, ETATS-UNIS, RUSSIE, CAUCASE, CASPIENNE, TURQUIE.

Le pétrole de la mer Caspienne et l'oléoduc  
BAKOU – TBILISSI – CEYHAN,  
l'influence des ETATS-UNIS

Sommaire

Partie I :

La région

Les Etats

Le statut de la Caspienne

Partie II :

Les tracés possibles

Les existants

Les possibilités

Partie III :

Les intérêts US

La TURQUIE

L'ARABIE SAOUDITE et le MOYEN ORIENT

Les autres Etats : le CAUCASE et l'IRAN

Le choix américain.

## 1. Introduction

La mer CASPIENNE, autrefois sous la coupe de l'URSS et de L'IRAN, se retrouve maintenant bordée par cinq Etats ; les quatre nouveaux venant de l'éclatement du géant soviétique et sont : L'AZERBAÏDJAN, le TURKMENISTAN, le KAZAKHSTAN et la RUSSIE. Cette mer, extrêmement riche en réserves de gaz et de pétrole, doit non seulement partager ses richesses, mais aussi les exporter. Dans une région très instable, en raison de conflits en cours ou latents, l'on comprend l'importance que peut revêtir le tracé des pipelines, à la fois sur le plan de la sécurité de ces vecteurs que pour l'apport financier qu'ils offrent aux pays traversés. Les intérêts sont colossaux, qu'ils soient économiques (pour les Etats comme pour les grandes firmes pétrolières multinationales) ou politiques. Tout ce qui tient à cet enjeu stratégique est surveillé de près par le monde entier, et tout particulièrement par les ETATS-UNIS, qui y ont autant d'ennemis que d'alliés politiques et militaires, ainsi que des intérêts économiques. Lorsque l'on sait que pour les ETATS-UNIS, les sources d'énergie représentent un intérêt vital, on comprend qu'ils souhaitent marquer encore plus leur empreinte sur l'arc Caucasiens et donc le flanc sud de la RUSSIE. La TURQUIE est pour cela un excellent point d'appui. Nous allons donc au long de ce mémoire essayer de présenter cette problématique dans un premier temps en présentant la région puis dans un deuxième temps les tracés d'oléoducs et de gazoducs existants ou possibles, enfin dans un troisième temps de voir quels sont les intérêts américains dans la région et donc quel a pu être leur influence sur le choix du tracé BAKOU – TBILISSI – CEYHAN.

## 2. La région

D'une observation rapide du monde, nous constatons qu'il existe trois grandes zones d'activité économiques. Les pays de L'ALENA (ETATS-UNIS, CANADA et MEXIQUE) forment une première zone, il y a également l'EUROPE, mais celui qui nous intéresse le plus dans cette étude est le troisième : l'ASIE DU SUD-EST, seule région du monde à maintenir depuis vingt ans (si l'on excepte la crise des dragons asiatiques de 1999) un taux de croissance dépassant les 5 ou 6% par an. De grands bassins de population et de développement jouxtent cette ASIE DU SUD-EST (CHINE, INDE, BANGLADESH, INDONESIE, PAKISTAN). Ainsi, une augmentation de la consommation d'énergie est inéluctable et si l'on compare les flux actuels de pétrole avec les

prévisions pour 2010, on constate qu'il y a un doublement des importations et de la consommation en ASIE. Avec de telles augmentations en perspectives, les préoccupations premières sont donc de savoir où produire, où acheter du pétrole dans de bonnes conditions économiques, dans des régions accessibles et stables politiquement et savoir comment l'acheminer. Si le MOYEN-ORIENT élargi représente aujourd'hui 66% des réserves pétrolières mondiales, dans une zone géographique embrassant ce MOYEN-ORIENT et la région de la mer Caspienne, on trouve là 70% des réserves mondiales de pétrole et 40% des réserves de gaz naturel. Outre sa richesse en hydrocarbures, la mer Caspienne a deux particularités : c'est d'une part une mer fermée, sans communication avec les océans et d'autre part, ses pays riverains ont cessé d'être soviétiques. En effet, le nombre de pays riverains est passé de deux, l'URSS et l'Iran à cinq : la RUSSIE, l'AZERBAÏDJAN, le TURKMENISTAN, le KAZAKHSTAN et l'IRAN. Deux grands enjeux apparaissent alors : comment évacuer la production d'hydrocarbures dans cette zone très agitée, et quel statut donner à la mer Caspienne afin d'exploiter ses richesses. Nous allons aborder ces deux enjeux en étudiant d'abord brièvement les Etats de la région ainsi que les relations qu'ils entretiennent, puis en faisant un point des négociations en cours sur le statut de la mer Caspienne.

## 2.1. Les Etats

### 2.1.1. La GEORGIE

La GEORGIE est un petit pays très montagneux, très forestier, avec seulement 20% des terres cultivées de vignes, fruits, thé, avocats et tabacs. Elle ouvre sur la mer Noire, avec POTI, port de pêche et de commerce, mais aussi siège de la base navale géorgienne, et le port de BATOUMI plus au sud, pour l'exportation du pétrole d'AZERBAÏDJAN. La capitale est TBILISSI. Ce fonctionnement théorique est en fait désorganisé par la situation économique et politique. En effet, depuis l'éclatement de l'URSS, plus personne ne s'intéresse aux productions géorgiennes de pointe comme les avions ou les locomotives. Ensuite, la dépendance énergétique reste très forte et la fréquentation touristique sur la côte d'ABKHAZIE est en baisse à cause de la situation politique. Celle-ci découle de la concentration de cinq millions et demi d'habitants composés de Géorgiens, d'Arméniens, de Russes, d'Azéris, d'Abkhazes et d'Ossètes, répartis sur un territoire grand comme à peu près deux fois la Belgique soit 70 000 km<sup>2</sup>.

Au moment de la proclamation d'indépendance en 1991, les régions de l'ABKHAZIE et de L'OSSETIE DU SUD entrent en conflit avec le pouvoir de TBILISSI. L'OSSETIE DU SUD

demande son rattachement à l'OSSETIE DU NORD, c'est à dire à la RUSSIE, ce qui conduit à des affrontements militaires violents, calmés ensuite par l'arrivée de troupes russes, avec l'accord de la GEORGIE, en OSSETIE DU SUD. C'est une conséquence de l'adhésion de cet Etat à la Communauté des Etats indépendants (CEI).

Les Abkhazes, minoritaires en Abkhazie mais soutenus militairement par les Russes, réclament leur indépendance en 1992, et entrent pour cela en guerre avec les Géorgiens. Ce conflit ferme la principale route de passage et de commerce entre la GEORGIE et la RUSSIE et condamne donc le tourisme. Depuis l'indépendance, la vie politique géorgienne est conditionnée par ces nationalismes ossète et abkhaze qui pèsent sur la réorganisation du pays et sont une opportunité de manœuvre pour la RUSSIE. Pour sortir de ce face-à-face avec son immense voisin, les Géorgiens mettent en place un axe routier direct entre la GEORGIE et la TURQUIE, et prévoit une ligne ferroviaire parallèle à cet axe. L'objectif avoué d'Edouard CHEVARDNAZE, le président géorgien, serait de récupérer les exportations iraniennes vers l'Europe, c'est à dire de les faire transiter non plus par le Golfe Arabo-persique, mais via la GEORGIE et la mer Noire.

#### 2.1.2. L'ARMENIE

L'ARMENIE est le plus montagneux des pays du CAUCASE, situé sur un plateau notamment secoué lors du séisme de 1988. Ce pays de 30 000 Km<sup>2</sup> est le plus petit des Etats issus de l'ex-URSS, il est membre de la CEI. Ses 3,4 millions d'habitants ne représente qu'une partie de la population arménienne totale, puisque avec la diaspora, la population arménienne dans le monde représente 6,5 millions de personnes. La petite ARMENIE a servi de refuge aux Arméniens qui ont fui la première guerre mondiale, aux rescapés du génocide mis en œuvre par les Turcs en 1915, et aujourd'hui aux populations qui fuient le conflit du HAUT KARABAKH, région au cœur de l'AZERBAÏDJAN où vit une majorité d'Arméniens qui l'occupe. Un si étrange découpage territorial remonte en fait aux Britanniques en 1919 et fut ensuite confirmé par Staline, le but des uns comme des autres étant de diviser.

Le potentiel économique est réel pour l'Arménie : l'industrie est concentrée sur un petit périmètre autour de EREVAN, la capitale : chimie, aluminium, industrie mécaniques et électriques, informatique et microbiologie. La situation économique est toutefois rendue difficile par l'enclavement géographique du pays, accentué d'ailleurs par une sorte d'enclavement politique avec la proximité de deux voisins plutôt hostiles : l'AZERBAÏDJAN et la TURQUIE.

### 2.1.3. L'AZERBAÏDJAN

L'AZERBAÏDJAN, membre de la CEI, couvre 87 000 Km<sup>2</sup> pour une population totale de 7,5 millions d'habitants. Les Azéris sont un peuple turcophone, chiite en majorité, vivant dans un territoire divisé en deux parties, dont le Nakhitchevan, qui est enclavé entre l'ARMENIE et la TURQUIE. La capitale est BAKOU, c'est le plus gros ensemble industriel du pays, dont les secteurs de pointe sont l'acier, la chimie, le matériel électronique, mais surtout les raffineries et la fabrication de matériel pétrolier. Dans la plaine centrale sont cultivés coton et céréales, et à la pointe sud-est du pays, du riz, des agrumes, du thé, et de là est pêché l'esturgeon. Au NAKHITCHEVAN, l'enclave de l'ARMENIE, on cultive du tabac, des fruits et de la vigne.

Aujourd'hui, la politique azérie est dominée par la perte du HAUT KARABAKH et les défaites contre les Arméniens, qui sont très dures pour le moral de la population, et par une sorte de double pression des intérêts pétroliers et de la RUSSIE.

### 2.1.4. L'IRAN

L'IRAN est un pays de 1,65 millions de Km<sup>2</sup>, peuplé de 67,3 millions d'habitants. 50% de la population est persane, 24% est azéri, et 10% kurde. C'est une république islamiste, dont la capitale est TEHERAN et où la religion majoritaire est l'Islam Chiite. Le relief se caractérise essentiellement par de hauts plateaux ponctués de régions désertiques.

Au début des années 90, l'IRAN a entamé une grande reconstruction après les huit ans de guerre qu'elle a connus contre l'IRAK, mais aussi après un terrible tremblement de terre. L'agriculture est relativement développée, et l'élevage, des ovins, est itinérant. Les principales richesses du sous-sol sont le pétrole, le gaz, le charbon, le fer, le cuivre, le plomb. La reconstruction a entraîné un très fort endettement, et donc l'obligation de l'ouverture de l'Iran aux investissements étrangers. Une conséquence de cette ouverture est la réinsertion dans l'environnement régional, surtout avec l'arrivée au pouvoir de Mr KHATAMI en 1995. Les relations se sont notablement améliorées avec l'EUROPE et le JAPON, mais restent toujours difficiles avec les ETATS-UNIS et la TURQUIE, surtout depuis l'établissement d'un axe stratégique entre celle-ci et ISRAËL. Cependant, compte tenu des importants investissements potentiellement réalisables dans ce pays, un certain nombre d'entreprises américaines souhaitent une détente entre les ETATS-UNIS et l'IRAN.

Il y a eu récemment quelques cafouillages diplomatico-économiques avec l'Arabie Saoudite alors qu'était lancée une politique globale au sein de l'OPEP d'augmentation du prix du baril de pétrole.

#### 2.1.5. Le TURKMENISTAN

Le TURKMENISTAN est un état dont la superficie est de 490 000 km<sup>2</sup>, peuplé de 4,6 millions d'habitants (dont 10% de Russes et 10 d'Ouzbeks). Le régime est une république présidentielle, la capitale est ACHKHABAD, et la religion majoritaire est l'Islam sunnite. L'irrigation en développement transforme les régions désertiques, et les secteurs les plus intéressants de l'agriculture sont le coton et l'élevage ovin. Les ressources minérales sont le sel, le pétrole, le gaz, le soufre.

En 1991, le TURKMENISTAN accède à l'indépendance et adhère à la CEI. Cependant, pays très endetté, il ne mène pas une politique qui lui permettrait de sortir de son marasme. En effet, le TURKMENISTAN est en litige avec l'AZERBAÏDJAN pour le transport transcaucasien de son gaz, et mène une recherche brouillon dans ses partenariats pour l'évacuation de ses hydrocarbures, s'isolant de plus en plus, et qui plus est sans tenter de se rapprocher de la RUSSIE.

#### 2.1.6. Le KAZAKHSTAN

Le KAZAKHSTAN a une superficie de 2,7 millions de km<sup>2</sup> et est peuplé de 16,6 millions d'habitants (dont 40% de Kazakhs, et 38% de Russes), sa capitale est ASTANA. Le régime est une république unitaire et la religion majoritaire est l'Islam sunnite. L'élevage est omniprésent, et la culture est extensive, ou intensive dans les oasis ou les régions irriguées (riz, blé, coton, tabac). Le sous-sol est riche en métaux (cuivre, fer, plomb, zinc, nickel et manganèse), en pétrole et en charbon. Les industries chimiques, métallurgiques et textiles sont développées, ainsi que la production d'énergie hydroélectrique.

La flambée des prix du pétrole, pendant le deuxième semestre 1999 a permis à l'état de sortir de la crise économique et la croissance est revenue. Il convient toutefois de souligner que la corruption et la montée en puissance des mouvements islamistes freinent l'investissement étranger, mais font également du pays une passerelle pour la drogue venant de l'Asie du Sud-Est.

Souhaitant se démarquer de la RUSSIE, le KAZAKHSTAN adhère au Partenariat Pour la Pays (PPP) tout en restant un membre de la CEI, et lors du sommet de l'Organisation

pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) du 18 novembre 1999, il s'est engagé à alimenter le futur oléoduc qui reliera la mer Caspienne à la TURQUIE.

#### 2.1.7. L'OUZBEKISTAN

Etat de 450 000 km<sup>2</sup> peuplé par 23 millions d'habitants, l'OUZBEKISTAN est une république présidentielle, dont la capitale est TACHKENT et dont la religion majoritaire est l'Islam sunnite. Sa géographie physique est une plaine désertique coupée d'oasis et de bassins. 38% de la population active vit de l'agriculture, rendue prospère grâce à l'irrigation. Les principales productions sont les fruits, les primeurs, le riz, la luzerne, la vigne mais surtout le coton, la sériciculture et les moutons. Grâce à un sous-sol riche en charbon, en pétrole, en gaz, en uranium et en cuivre, le pays connaît un essor industriel récent. Il accède à l'indépendance en 1991 et adhère à la CEI.

L'OUZBEKISTAN s'est refermé sur lui-même suite à un attentat contre le président de la république et les politiques intérieures et extérieures sont focalisées sur la lutte contre la menace islamique. Les problèmes politiques et un régime autoritaire entraînent une réduction des échanges avec l'Union européenne et les ETATS-UNIS ; la COREE DU SUD, avec 1 G\$ par an est le plus gros investisseur.

#### 2.1.8. La TURQUIE

La TURQUIE est un pays de 780 000 km<sup>2</sup>, peuplée de 58 millions d'habitants à 99% musulmans. Cette république a pour capitale ANKARA, la population est urbanisée à 50%. Un facteur important dans la politique intérieure est la population d'origine Kurde, qui selon les estimations représente entre 7 et 20% des Turcs. Depuis 1980, sous l'égide du fonds monétaire international, la TURQUIE connaît un développement libéral, et s'est lancée dans la privatisation depuis 1988. L'industrie, l'agriculture, la production de lignite sont les points forts de l'économie, le tourisme et l'envoi de fonds par les immigrés aident à couvrir le déficit commercial. La TURQUIE reste néanmoins en proie à de sérieuses difficultés : endettement, tension sociale, relations extérieures en raison des droits de l'homme mis en cause notamment dans la gestion du problème kurde, trafic de drogue.

Dès 1990, la TURQUIE a manifesté un intérêt stratégique pour plusieurs républiques ex-soviétiques, et a jugé opportun d'accroître son influence dans une région comprenant la mer Noire, le CAUCASE et l'ASIE centrale, ayant à l'esprit celle exercée par la RUSSIE dans cette même zone. Les objectifs de cette approche sont l'exportation de sa propre

idéologie et d'entretenir des relations culturelles et économiques. Après une période pendant laquelle les pays turcophiles de la région ont pu être séduits par cette politique, le réalisme des nouveaux Etats a refait surface, non seulement afin de retirer des aides venant du plus grand nombre de pays possibles, mais également par soucis de bénéficier au maximum des retombées envisageables de l'exploitation et / ou du transport des hydrocarbures de cette région. La politique des oléoducs est également un point important pour la TURQUIE, à la fois pour les devises à en retirer, pour la limitation des flux dans ses détroits et pour l'adhésion à la stratégie géopolitique et énergétique des ETATS-UNIS dans le CAUCASE.

#### 2.1.9. La RUSSIE

La RUSSIE est un Etat de 17 millions de km<sup>2</sup>, peuplé par 148 millions d'habitants et dont les religions majoritaires sont le christianisme orthodoxe et l'ISLAM. La RUSSIE adhère en 1992 à la banque mondiale et au fonds monétaire international, et en 1995 elle fait son entrée au G7. Résolument engagée dans l'économie de marché par Boris ELTSINE, la RUSSIE s'enfonce dans le marasme économique, ce qui favorise en 1995 une victoire des communistes et des nationalistes aux élections, ils sont hostiles aux réformes entreprises. La situation ne s'améliorant pas, ELTSINE démissionne le 31 décembre 1999 et est remplacé par son dernier premier ministre, Vladimir POUTINE. Sa politique très ferme, aidée par une dévaluation du rouble en 1999 lui permet de débiter un redressement du pays. De plus, il tient absolument à redonner sa position puissante au pays sur la scène internationale. A cet effet ont été récemment publiés deux textes très importants définissant la nouvelle politique de sécurité et la nouvelle doctrine militaire russes. La volonté est là mais la tâche est très complexe car la RUSSIE a de nombreuses difficultés, notamment dans le CAUCASE.

Pour MOSCOU, le CAUCASE présente quatre points d'intérêts fondamentaux : l'accès à la mer, les délimitations frontalières, la religion et les facteurs économiques.

- l'accès à la mer : la mer NOIRE, avec son grand port de NOVOROSSIISK, est une porte ouverte sur les océans. Ce port est cependant à la limite de la saturation, et compte tenu des difficultés relationnelles entre l'UKRAINE et la RUSSIE, MOSCOU est obligée de se tourner vers la GEORGIE.
- Les délimitations frontalières : le CAUCASE représente la frontière avec la TURQUIE et l'IRAN, deux voisins difficiles pour MOSCOU, mais également point de départ de l'arc de crise moyen – oriental, en raison de l'instabilité politique qui règne dans

cette région. De plus, avec l'effondrement de l'URSS ? la RUSSIE a découvert la notion « d'étranger proche », avec laquelle elle est obligée de composer, n'ayant plus le « matelas » géopolitique dont elle disposait.

- La religion : le CAUCASE est la zone de contact entre chrétiens et musulmans, et la RUSSIE est préoccupée par les risques de « contagion islamiste » : le pays compte 10 millions de musulmans, soit environ 7% de la population totale. Or l'AZERBAÏDJAN est peuplée en majorité de musulmans chiites, et la proximité de l'IRAN chiite inquiète MOSCOU, par crainte de retrouver une nouvelle situation afghane.
- Les facteurs économiques : la dimension économique du pétrole de la mer CASPIENNE, où les réserves sont considérables, intéresse MOSCOU. La compétition pour l'extraction, l'exploitation et l'évacuation est vive entre de nombreux acteurs russes, turcs, iraniens, européens, asiatiques et américains.

## 2.2. Le statut de la mer CASPIENNE

### 2.2.1. Description physique

La mer CASPIENNE est géographiquement considérée comme un lac des régions semi-arides. D'une surface totale de 367 000 km<sup>2</sup> (dont 43 200 situés en « territoire iranien »), cette mer a une profondeur maximale de 1025 m – 206 en moyenne – et elle est située à environ 28 m sous le niveau des océans. Depuis 1930, elle était en abaissement constant, phénomène qui s'est inversé aujourd'hui.

### 2.2.2. Les existants en hydrocarbure

#### 2.2.2.1. Le gaz naturel

Le gaz naturel de la région de la mer CASPIENNE constitue environ 40 % des réserves mondiales, comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents. Selon l'US Energy Information Administration, ces énormes quantités se répartissent ainsi (juin 2000) :

	Réserves prouvées
AZERBAÏDJAN	11 Tcf (trillion cubic feet)
IRAN	0 Tcf
KAZAKHSTAN	53-83 Tcf
RUSSIE	N/A
TURKMENISTAN	98-155 Tcf
OUZBEKISTAN	74-88 Tcf

Les productions se répartissent ainsi (source identique) :

	Production 1990	Production est. 2000	Production est. 2001
AZERBAÏDJAN	349.6 Bcf (billion cf)	220	1100
IRAN	0	0	0
KAZAKHSTAN	251.2	380	1100
RUSSIE	219.0	30	N/A
TURKMENISTAN	3099.5	1640	3900
OUZBEKISTAN	1439.5	2000	2400

#### 2.2.2.2. Le pétrole

Selon l'US Energy Information Administration, les réserves sont :

	Réserves prouvées	Réserves possibles	Total
AZERBAÏDJAN	3.6-12.5 BBL	32 BBL	36-45 BBL
IRAN *	0.1 BBL	15 BBL	15 BBL
KAZAKHSTAN	10.0-17.6 BBL	92 BBL	102-110 BBL
RUSSIE *	2.7 BBL	14 BBL	17 BBL
TURKMENISTAN	1.7 BBL	80 BBL	82 BBL
OUZBEKISTAN	0.3 BBL	2 BBL	2 BBL

BBL : Milliard de barils.

\* : seules les régions autour de la mer CASPIENNE ont été comptabilisées.

Pour les mêmes Etats et toujours selon la même source, les productions respectives sont (en milliers de barils par jour) :

	Production 1990	Production est. 2000	Production pos. 2010
AZERBAÏDJAN	259.3	290	1200
IRAN *	0	0	0
KAZAKHSTAN	602.1	660	2000
RUSSIE **	144.0	11	300
TURKMENISTAN	124.8	150	200
OUZBEKISTAN	86.2	170	200

\* : seules les régions autour de la mer CASPIENNE ont été comptabilisées.

\*\* : sont inclus l'ASTRAKHAN, le DAGHESTAN et la région du NORD CAUCASE bordant la mer CASPIENNE.

### 2.2.3. Le statut

Si longtemps propriétés quasi - exclusives de l'URSS, les hydrocarbures sont maintenant convoitées par cinq pays riverains. Cet éclatement ne correspond pas – loin s'en faut – à une répartition égale des ressources naturelles en TRANSCAUCASIE et au CAUCASE. Tout d'abord, certains pays tel l'AZERBAÏDJAN ont un intérêt direct dans l'exploitation des gisements de leur sous – sol, tandis que d'autres pays ne peuvent prétendre que retirer des dividendes du passage des oléoducs sur leur territoire. Pour reprendre le cas de L'AZERBAÏDJAN, ce sujet est d'autant plus sensible que c'est un secteur clé traditionnel, puisque du temps de l'URSS, cet Etat assurait les deux tiers de la production soviétique, dans un climat toutefois tendu avec MOSCOU.

L'autre point de discordance dans cette région est le statut de la mer CASPIENNE. Il oppose essentiellement la RUSSIE et l'AZERBAÏDJAN : la première soutient la thèse du lac et donc de l'exploitation commune, la seconde veut que la CASPIENNE est un vrai statut de mer et donc que le principe des eaux territoriales et des zones économiques s'applique.

Le Financial Times du 23 janvier 1997 rapporte l'anecdote suivante : lors d'une conférence de presse accordée à des journalistes occidentaux, monsieur Saparmourad NIAZOV, le président turkmène, raye un nom sur une carte et y porte le sien à la place. « Je vais mettre mon propre nom dessus pour qu'il n'y ait pas d'erreur à savoir à qui elle appartient » blague-t-il à propos de la mer CASPIENNE. Selon lui, l'AZERBAÏDJAN a vendu à des firmes occidentales le droit d'exploiter des champs pétrolifères appartenant au TURKMENISTAN. ASHKABAD réclame ainsi deux des trois gisements (AZERI et CIRAG) – concernés par le contrat de 8 milliards de dollars conclu par BAKOU avec un consortium occidental. Il a de plus fait pression avec succès pour que Moscou annule un contrat signé par deux compagnies russes avec l'AZERBAÏDJAN pour l'exploitation du gisement de KYAPAZ, dont le TURKMENISTAN revendique la propriété. Cette controverse n'est pas la seule, puisque le KAZAKHSTAN a fait part de ses préoccupations après l'offre présentée par la RUSSIE, le 27 août 1997 pour développer l'exploitation d'une région de la CASPIENNE qu'il considère comme sienne. L'accord global en vigueur à cette date a été conclu par la RUSSIE, l'IRAN et le TURKMENISTAN : il fixe les eaux territoriales à 45 miles nautiques, avec des droits exclusifs d'exploitation, la zone centrale étant gérée en commun par les cinq Etats littoraux. Cet accord est rejeté par l'AZERBAÏDJAN et le KAZAKHSTAN, qui veulent que la mer soit divisée entre les pays.

Le KAZAKHSTAN, plus gros potentiel énergétique de la région, a signé avec la RUSSIE le 6 juillet 1998 un accord sur le partage des réserves. Ils sont évidemment largement

favorisés par cette entente, et l'IRAN et le TURKMENISTAN ont immédiatement réagi en réclamant un consensus sur le statut légal de la mer CASPIENNE, statut qui devrait englober à la fois l'exploitation des fonds marins, de la surface, mais aussi la gestion et la protection de l'environnement ainsi que la souveraineté. Il convient de souligner que cet accord russo – kazakhe a le soutien des compagnies pétrolières car il facilite les projets d'exploitation : c'est un signe de flexibilité de la part de la RUSSIE, qui pourraient ouvrir de nouvelles perspectives de stabilité et de coopération dans la région.

### 3. Les tracés possibles

#### 3.1. Les existants

##### 3.1.1. ATYRAOU – SAMARA et TENGIZ – NOVOROSSIYSK.



Ces oléoducs permettent d'exporter le pétrole du KAZAKHSTAN vers la RUSSIE. ATYRAOU – SAMARA se connecte directement sur le réseau de distribution russe.

Capacités : 300 000 barils par jour pour ATYRAOU – SAMARA et 1 340 000 par jour pour TENGIZ – NOVOROSSIYSK.

Statut : opérationnel pour ATYRAOU – SAMARA et ouverture en 2001 pour TENGIZ – NOVOROSSIYSK.

Caractéristiques :

- ATYRAOU – SAMARA est pour le moment le seul moyen d'exporter le pétrole du KAZAKHSTAN directement vers l'EUROPE via le réseau de distribution russe.
- TENGIZ – NOVOROSSIYSK va permettre de tripler le volume des exportations du KAZAKHSTAN.
- Tous deux sont dépendant de la RUSSIE.

Avec ces deux pipelines, l'industrie pétrolière du KAZAKHSTAN passe dans l'orbite russe, ce qui est une victoire importante dans sa lutte d'influence pour la région.

### 3.1.2. BAKU – NOVOROSSIYSK



Cet oléoduc permet d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers la RUSSIE. BAKU – NOVOROSSIYSK est le plus ancien pipeline de la région, il était initialement utilisé par l'Union Soviétique pour exporter le pétrole du CAUCASE.

Capacités : 100 000 barils par jour, extensible à 600 000 barils.

Caractéristiques :

- Contrôlé par la RUSSIE.

- Débouche sur la mer NOIRE, ce qui nécessite d'autres moyens pour amener le pétrole jusqu'en EUROPE, avec la possibilité de problèmes de trafic au travers des détroits turcs.
- Passe par GROZNY. Les rebelles tchétchènes ont pu détourner une partie du trafic. La guerre a interrompu le service, nécessitant un détour par voie de chemin de fer (chute de débit). Une dérivation autour de la TCHETCHENIE, construite par la RUSSIE, permet de pallier ce problème.

### 3.1.3. BAKOU – SUPSA



Cet oléoduc permet d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers la GEORGIE. De tous les projets favorisés par les ETATS-UNIS, c'est le seul qui pour l'instant ait été construit. Il offre à la GEORGIE le bénéfice des frais de passages tout en les déniait à la RUSSIE et à l'IRAN. Il fournit à l'AZERBAÏDJAN son premier itinéraire d'exportation indépendant de la RUSSIE.

L'oléoduc a servi à un exercice de coopération militaire entre les Etats du GUAAM, organisation de défense et de coopération économique entre la GEORGIE, l'UKRAINE, l'AZERBAÏDJAN, la MOLDAVIE et l'OUZBEKISTAN qui essaye de fournir une alternative à la CEI, mais sans les Russes.

Capacités : 100 000 barils par jour, extensible à 600 000 barils par jour.

Statut : opérationnel à 100 000 barils par jour.

Caractéristiques :

- indépendant de la RUSSIE.
- Renforce la GEORGIE, alliée des ETATS-UNIS.
- Passage près de l'ARMENIE, qui est en conflit avec l'AZERBAÏDJAN à propos du HAUT-KARABAKH.
- Débouche sur la mer NOIRE, ce qui nécessite d'autres moyens pour acheminer le pétrole jusqu'en EUROPE, avec la possibilité de problèmes de trafic au travers des détroits turcs.
- Instabilité de la GEORGIE avec les conflits ABKHAZIE et OSSETE. La RUSSIE protégeait l'ABKHAZIE mais le soutien abkhaze aux rebelles tchéchènes l'a sérieusement refroidie.

### 3.2. Les oléoducs en construction ou en projet

#### 3.2.1. BAKU – NEKA



Ce projet permettrait d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers l'IRAN : il envisage également la construction d'un pipeline sous – marin dans la CASPIENNE, afin de raccorder l'AZERBAÏDJAN au réseau iranien. C'est la tentative iranienne de participer aux bénéfices du pétrole de la mer CASPIENNE. Il est utilisé par les Iraniens, qui exportent une quantité équivalente de leur pétrole au bénéfice des pays fournisseurs.

Capacités : 370 000 barils par jour.

Statut : la construction a débutée en 2000 et doit s'achever en 2002.

Caractéristiques :

- Construction relativement aisée.
- Bonne sécurité car l'oléoduc ne traverse pas de zone de conflit.
- Les Iraniens ont une longue expérience des installations pétrolières et leur réseau est bien développé.
- Les firmes américaines n'ont pas le droit d'investir en IRAN.
- Le pipeline renforce la position régionale de l'IRAN.
- Des débouchés sont alors possibles vers le golfe arabo-persique, vers l'Océan Indien (directement de l'IRAN ou par le PAKISTAN).

### 3.2.2. BAKU – CEYHAN



Ce projet permet d'exporter le pétrole depuis l'AZERBAÏDJAN vers la TURQUIE. Il a l'appui des ETATS-UNIS.

Capacité : 1 000 000 barils par jour.

Statut : début de construction en 2001 et mise en service en 2004.

Caractéristiques :

- Indépendance vis-à-vis de la RUSSIE.
- Favorise la GEORGIE et la TURQUIE, deux alliés des ETATS-UNIS.
- Très cher et difficile à construire vu sa longueur et son passage dans des zones très peu développées.
- Sécurité douteuse car il passe par des régions instables en OSSETIE du sud et en TURQUIE (KURDISTAN).
- Termine directement sur la MEDITERRANEE, ce qui évite le goulet du détroit du BOSPHORE.

A ce projet d'oléoduc, il convient d'associer le Trans-caspian pipeline (TCP), gazoduc long de 2000 km qui transportera le gaz du TURKMENISTAN jusqu'en TURQUIE, en passant par l'AZERBAÏDJAN et la GEORGIE. La signature du projet s'est effectuée le 19 novembre 1999 à ISTAMBUL.

### 3.2.3. KAZAKHSTAN – GWADAR

Ce projet permettrait d'exporter le pétrole depuis le KAZAKHSTAN vers le PAKISTAN, c'est à dire vers l'OCEAN INDIEN et l'ASIE.

Capacité : 1 000 000 barils par jour.

Statut en négociation.

Caractéristiques :

- Route directe vers l'ASIE.
- Indépendance vis – à – vis de la RUSSIE et contournement de l'IRAN.
- Passe par l'AFGHANISTAN, qui est en guerre civile depuis le retrait des Soviétiques

Il convient de souligner le caractère particulier de la situation en AFGHANISTAN : le PAKISTAN et les ETATS-UNIS (mais eux de façon plus discrète) ont participé à la création du mouvement TALIBAN, à partir de l'ethnie PASHTOUN, majoritaire dans le pays. Les TALIBANS ont rapidement conquis et imposé la paix dans les régions pashtounes de l'AFGHANISTAN. Cependant, ils ne réussissent pas à subjuguier les autres ethnies, regroupées dans une alliance au nord, et soutenue par l'IRAN, la RUSSIE et l'INDE. De plus, malgré leur arrivée au pouvoir à Kaboul, les Talibans ne se sont pas

modérés : ils soutiennent des mouvements terroristes islamistes (BEN LADEN, groupes militants pakistanais) et laissent l'AFGHANISTAN servir de zone de transit pour tous les trafics (drogue notamment) car ils perçoivent une taxe sur le transport. Ils ont ainsi perdu la plupart de leurs soutiens. Le PAKISTAN s'est mis à coopérer avec l'Iran pour faire pression sur les TALIBANS en menaçant de fermer les frontières, empêchant ainsi l'importation de céréales, et les poussant donc à négocier avec l'alliance du nord.



#### 4. Les intérêts US

Si l'on compare l'histoire de la région du CAUCASE au XX<sup>ème</sup> siècle, il apparaît rapidement que celle-ci se confond avec celle du pétrole : les pays européens ont lutté farouchement pour disposer d'influences ou d'implantations solides dans cette région et dans le MOYEN ORIENT. Il suffit de se rappeler de la volonté de l'ALLEMAGNE nazie de s'emparer de cette zone stratégique en ouvrant le front russe. L'intérêt de l'UNION EUROPEENNE pour la région s'est accrue entre 1993 et 1995, le tiers de son aide humanitaire est allé aux trois républiques transcaucasiennes. On peut cependant lui reprocher en manque de vue cohérente : trois des Etats européens majeurs mènent des politiques différentes et parfois même concurrentielles. L'ALLEMAGNE apporte surtout son soutien à la GEORGIE en raison du rôle joué par le président EDOUARD CHEVERNADZE, alors ministre des affaires étrangères de l'UNION SOVIETIQUE, lors de l'unification allemande. La FRANCE se sent plus proche d'EREVAN, en raison de la présence sur son territoire d'une importante communauté arménienne, comme le démontre la récente loi adoptée par le parlement français reconnaissant le é arménien par la TURQUIE. Le ROYAUME – UNI donne priorité quant à lui à l'AZERBAÏDJAN, où la compagnie BRITISH PETROLEUM est très engagée. On notera que ces intérêts ressemblent curieusement aux intérêts respectifs des différents Etats dans les années suivant la première guerre mondiale, lors de la très brève indépendance des trois Etats transcaucasiens.

Les ETATS-UNIS sont aussi fort bien implantés dans cette région. C'est en étudiant d'abord les relations qu'ils ont avec la TURQUIE , puis avec l'ARABIE SAOUDITE (et le MOYEN ORIENT) et enfin les positions géopolitiques envers les autres Etats que nous essayeront de déterminer les facteurs de d'influence et de détermination de la politique des ETATS-UNIS dans cette région, barycentre de la RUSSIE, de L'ASIE CENTRALE, de la MEDITERRANEE, de L'EUROPE du SUD-EST et du MOYEN-ORIENT.

##### 4.1. La TURQUIE

Les compagnies pétrolières américaines se sont intéressées à la mer CASPIENNE bien avant que le département d'Etat soit à même de développer une politique globale dans la région. Après l'effondrement de L'UNION SOVIETIQUE, WASHINGTON avait misé sur l'exportation du modèle turc afin de bloquer la possible expansion de l'influence iranienne. Mais il est vite apparu que la puissance russe ne refluerait pas rapidement, et ce d'autant plus qu'ANKARA n'est pas capable d'apporter rapidement des solutions aux

problèmes des nouvelles républiques indépendantes. On imagine donc facilement qu'il est indispensable pour les ETATS-UNIS de venir en aide à la TURQUIE, pilier oriental de l'OTAN par sa puissance militaire et son implantation en bordure du monde islamique moyen-oriental, mais aussi parce que les dernières options géopolitiques de la TURQUIE sont extrêmement importantes. En effet, ANKARA a signé un accord stratégique avec ISRAËL et elle est aussi un candidat pressant à une intégration rapide à l'UNION EUROPEENNE. Ces deux raisons poussent WASHINGTON à courtiser encore plus la TURQUIE.

Le premier levier d'influence des ETATS – UNIS est donc tout naturellement ISRAËL. L'Etat hébreu possède avec les Américains des alliés de longue date et indéfectibles, et ce quel que soit le gouvernement américain, démocrate ou républicain. Ils lui fournissent la plus importante aide per capita, sur le plan économique et financier, mais aussi sur le plan militaire, et politique, dans le cadre de l'aboutissement du processus de paix entre ISRAËL et les Palestiniens. Selon le bon principe que les amis de mes amis sont mes amis, les ETATS-UNIS sont intervenus dans la traque du leader kurde du PKK ABDULLAH OCALAN : il s'agissait pour eux, avec une action américano – israélienne conjointe menée par les services secrets, de livrer au gouvernement turc celui qui était considérée comme l'ennemi public numéro un par Ankara, ce qui montrait les liens unissant les trois pays. La traque fut longue mais implacable, elle fit jouer un nombre important de relations diplomatiques.

Lorsqu'ABDULLAH OCALAN, en exil en SYRIE depuis 1984 quitte ce pays en 1998 sous la pression de la TURQUIE, il se rend en RUSSIE où son asile politique est refusé, à la demande de la TURQUIE, d'ISRAËL et des ETATS-UNIS. Il arrive alors en ITALIE, d'où il ne sera pas extradé malgré les demandes turques, et en raison de la non-demande allemande. Le 1<sup>er</sup> février, il tente de se rendre à la Cour Internationale de Justice de LA HAYE mais il est refoulé à l'aéroport d'AMSTERDAM. Le 4 février, le gouvernement américain, qui craint que le premier ministre turc BÜLENT ECEVIT ne remette en cause les opérations aériennes menées par les ETATS-UNIS à partir de la base d'INÇIRLIK contre les objectifs situés en territoire irakien, demande à tout pays susceptible de l'accueillir de faire en sorte qu'il soit jugé. Enlevé au KENYA par des agents secrets turcs avec l'aide du MOSSAD israélien, OCALAN est emmené le 16 février 1999 en TURQUIE où il est emprisonné. Condamné à mort le 29 juin 1999 pour avoir fondé le PKK et mené une guerre de 15 ans contre le gouvernement turc, OCALAN fait appel auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Cet appel peut être considéré

comme particulièrement gênant pour ANKARA : les droits de l'homme sont en effet un sujet très sensible pour la TURQUIE et une des raisons retardant son intégration à l'UNION EUROPEENNE. On peut donc raisonnablement supposer que le leader kurde ne sera jamais exécuté pour cette raison, bien qu'il soit condamné, d'une part pour améliorer l'image turque auprès de l'opinion internationale, d'autre part pour éviter de fournir un martyr au PKK, ce qui ne manquerait pas de relancer les violences et les attentats, et donc la répression.

Le deuxième levier est économique, il joue sur les énergies fossiles dont la région est richement dotée. Les prises de positions américaines sur les moyens d'évacuation du pétrole et du gaz par la TURQUIE sont des signes forts de rapprochement entre les deux pays : par ce moyen, les ETATS-UNIS mènent une politique de séduction au détriment de l'UNION EUROPEENNE, on peut imaginer assez facilement que les Américains et les Européens regardent les Turcs avec des yeux de CHIMENE, tant les potentiels mais aussi la situation géopolitique de la TURQUIE est importante. Il est extrêmement intéressant pour les deux puissances non seulement d'offrir aux Turcs les moyens de sortir de leurs difficultés économiques, mais aussi de contribuer au renforcement de leur statut de puissance régionale, notamment vis à vis de la RUSSIE. Selon les estimations des experts militaires et les annonces faites par le gouvernement de MOSCOU lui-même, l'armée russe, en pleine déliquescence mais aussi en pleine restructuration (il s'agit en fait d'un subtil équilibre entre ces deux points de vue et dont le juste milieu évolue en fonction de la nationalités des analystes) est actuellement en train de diminuer considérablement, et il n'est pas impossible que dans les années qui viennent les puissance militaires turque et russe soient sensiblement équivalentes. Compte - tenu des principes annoncés dans la nouvelle doctrine militaire de Russie, ceci est un point très sensible et qui mérite la plus grande attention, tant les deux Etats, fiers de leurs forces armées, pourraient être tentés par une escalade de démonstrations militaires, qui ne serait que préjudiciable à la tranquillisation de cette région toujours facile à embraser. Enfin, il convient de remarquer que si les hydrocarbures quittent le CAUCASE par la côte sud de la TURQUIE, ils seront alors chargés et transporter dans les eaux où patrouille la puissante Sixième Flotte américaine, mais également loin de la flotte russe de la mer NOIRE.

#### 4.2. L'ARABIE SAOUDITE et le MOYEN ORIENT

Les Américains ont trois objectifs politiques dans la région de la CASPIENNE et du MOYEN-ORIENT : l'appui de la souveraineté et de l'indépendance des Etats

nouvellement indépendant ; leur engagement commercial dans la production et l'exportation du pétrole dans la région, et la réduction de leur propre dépendance future vis – à vis du pétrole du Golfe Arabo-Persique.

Pour eux, l'accès aux sources énergétiques est d'un intérêt vital, afin de subvenir non seulement à leur consommation domestique, mais aussi aux besoins sans cesse croissants de leur industrie, alors que les propres réserves des ETATS-UNIS ont une durée de vie maintenant de plus en plus limitée et qu'ils ne souhaitent surtout pas les entamer. Ainsi, pour s'assurer de cet approvisionnement, il est nécessaire de sécuriser les sources actuelles, mais aussi de les diversifier. La sécurisation peut aujourd'hui être considérée comme acquise : la présence militaire américaine, qui il y a encore quinze ans se composait essentiellement d'une présence navale dans l'Océan Indien et dans le Golfe Arabo-persique, s'est considérablement renforcée depuis la Guerre du Golfe. Le conflit a justifié le déploiement de forces armées énormes sur le territoire d'ARABIE SAOUDITE, forces qui sont, aujourd'hui, pour la majorité des nations, réparties dans leur Etat d'origine. Seul est resté un important contingent américain et britannique, afin de protéger le KOWEIT et l'ARABIE SAOUDITE, de surveiller l'IRAK et de poursuivre les manœuvres de rétorsions à l'encontre de ce pays qui refuse toujours d'appliquer les résolutions de l'ONU. Les interprétations sur le déclenchement de cette guerre et sur la poursuite des frappes aériennes sur l'IRAK ainsi que le maintien de forces en permanence dans la péninsule arabique commencent à mettre en avant une participation plus ou moins active des ETATS-UNIS dans le déclenchement du conflit.

L'hypothèse suivante, ici très schématisée, peut être effectivement avancée, elle est d'ailleurs de plus en plus reprise, y compris aux ETATS-UNIS :

- un climat de confiance est établi entre l'IRAK et les ETATS-UNIS, grâce à une manœuvre diplomatique mettant en avant notamment l'absence d'accord de défense entre les USA et le KOWEIT. Le jeu se fait sur deux tableaux : l'opposition qui règne entre TEHERAN et WASHINGTON, la nécessité pour l'IRAK d'avoir une bonne ouverture sur la mer, en récupérant un territoire qui autrefois était le sien, l'actuel KOWEIT.
- Lorsque BAGDAD franchit son Rubicon et envahit son petit voisin, les ETATS-UNIS prennent immédiatement la défense de l'émirat, ainsi que celle de ses voisins, en orchestrant tout d'abord une campagne de diabolisation de l'IRAK et de son président SADDAM HUSSEIN, puis en entraînant une coalition internationale dans une opération militaire visant à libérer le pays opprimé, à déployer des forces de

protection, à obliger le dictateur irakien à quitter le pouvoir. Une manœuvre des opinions est également lancée : l'armée irakienne est la quatrième armée du monde, il faut donc s'attendre à un conflit long et difficile, qui va engager des moyens humains et matériels considérables, mais qui ne pourra souffrir d'une victoire moyenne ou d'un enlèvement, comme ce fut le cas au VIETNAM, douleur toujours présente dans les esprits américains.

Les résultats sont les suivants :

- le KOWEIT, qui a subi des dégâts considérables, est libéré ;
- les ETATS-UNIS se sont imposés comme gendarmes du monde, et ceci seulement deux ans après la chute du mur de BERLIN et la fin de la guerre froide. Ils ont mené la campagne militaire sans se soucier des autres grandes puissances que sont la RUSSIE et la CHINE ;
- ils ont installé une force militaire considérable et permanente dans la région, tout en favorisant l'implantation de leurs entreprises qui ont décrochés des contrats de reconstruction de KOWEIT CITY et des installations du pays ;
- SADDAM HUSSEIN est toujours en place et il a conservé sa garde républicaine, le bras armé de sa politique : cet état de fait entraîne une poursuite des frappes aériennes, à titre de rétorsion sous prétexte que les résolutions de l'ONU ne sont pas appliquées et entretient donc un climat de méfiance permanente vis-à-vis de BAGDAD dans toute la région. On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé les Américains à arrêter unilatéralement les offensives et la destruction de l'armée irakienne, alors que les forces terrestres étaient près de BAGDAD, et que le dictateur ne pouvait plus échapper à l'hallali.

#### 4.3. Les autres Etats : le CAUCASE et l'IRAN

Les relations que WASHINGTON entretient avec les Etats du CAUCASE sont directement basées sur la volonté de prééminence américaine sur cette région autrefois d'influence soviétique, afin d'éviter un retour en force de MOSCOU. Cette tentative d'emprise de la RUSSIE sur ces pays riches en pétrole, mais également facteurs d'instabilité est considérée par les Américains comme une menace pour leur approvisionnement énergétique. Afin de pallier ce retour, ils développent alors une politique de coopération économique et militaire, afin de s'assurer de l'adhésion des Etats nouvellement indépendants à leurs vues géopolitiques. En effet, comme l'a écrit monsieur CASPAR WEINBERGER, ancien ministre américain de la défense dans l'International Herald

Tribune des 10-11 mai 1997 : « si MOSCOU réussit [ à dominer la CASPIENNE ], cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'Ouest, l'élargissement de l'OTAN ». Le gouvernement de BILL CLINTON a de plus subi des pressions croissantes de la part d'importants intérêts commerciaux, afin qu'il s'engage plus activement dans la politique pétrolière de la mer CASPIENNE. Ainsi, le président azéri HEYDAR ALIYEV a été chaleureusement reçu lorsqu'il s'est rendu à WASHINGTON en 1997 ; ses échanges ont montré une certaine évolution de la politique américaine, jusque là favorable à l'ARMENIE grâce aux puissants groupes de pression de celle-ci, et penchant désormais pour l'AZERBAÏDJAN, riche Etat pétrolier.

Les relations ne subissent pas que l'influence des intérêts économiques, le volet « défense » est un élément également très important des relations entre les pays. Les Etats sont liés par un certain nombre d'accords de défense ou de coopération militaire. Certains pays producteurs de pétrole sont aujourd'hui membres du Partenariat Pour la Paix, l'AZERBAÏDJAN, le KAZAKHSTAN et la GEORGIE recherchent ouvertement une participation directe de l'OTAN dans cette région et la compétition que mènent les ETATS-UNIS ou les Occidentaux avec la RUSSIE ou l'IRAN présente un aspect militaire un peu plus ouvert. Ceci était même vrai avant la guerre en TCHETCHENIE. Les points les plus significatifs sont les suivants :

- La TURQUIE veut s'imposer comme un acteur inspirant et organisant une force de maintien de la paix régionale, et un fournisseur d'assistance militaire à BAKU et à TBILISSI.
- Les forces américaines sont impliqués de façon croissante dans les entraînements et les exercices.
- La GEORGIE et l'AZERBAÏDJAN veulent que l'OTAN assurent la garde des oléoducs.

Ceci provoque évidemment une réaction symétrique équivalente. Les dirigeants arméniens proclament l'importance vital des exercices conjoints avec la RUSSIE pour défendre la sécurité de l'ARMENIE et parlent d'un « axe » avec la RUSSIE et l'IRAN. En conséquence, en raison de cette spirale stratégique dans la région Transcaspienne, l'engagement collectif de l'OTAN aussi bien que celui spécifiquement américain est croissant. En essayant de supplanter la prédominance des affiliations russes avec les diverses organisations de défense ou les producteurs d'énergie, WASHINGTON tente de pousser la RUSSIE à accepter une position très inférieure par rapport à ses ambitions régionales. En septembre 1995, les experts de l'ASIE centrale américains se sont réunis au quartier général de l'OTAN et ont décrit les intérêts croissants des ETATS-UNIS pour

les sources d'énergie de la CASPIENNE comme une raison de l'extension de ses propres garanties de sécurité dans le Golfe Arabo-persique et c'est véritablement à cette époque que les engagements américains ont pris leur essor. Aujourd'hui, par exemple, les forces américaines aident les gardes côtes géorgiens à s'entraîner, et ceci n'est que le premier pas de ce qui sera une plus large politique d'engagement ayant pour but de minimiser de présence militaire russe dans la région. On trouve alors la réponse de MOSCOU en ARMENIE, qui a signé un traité avec EREVAN réaffirmant l'engagement militaire russe dans ce pays. L'objectif est un appui dans des Arméniens dans le conflit qui les opposent aux Azéris à propos du HAUT KARABAKH, alors que ces derniers sont soutenus par les Turcs.

En ce qui concerne l'IRAN, la politique américaine d'isolement de ce pays a été un échec pour les ETATS-UNIS. Des compagnies multinationales, entre autres européennes et russes, ont violé l'embargo imposé à TEHERAN et se sont réservé des transactions lucratives ainsi qu'une place de choix dans l'ensemble de ces marchés et de ces itinéraires. Les désaccords politiques entre l'UNION EUROPEENNE et les ETATS-UNIS incitent également WASHINGTON à adopter une nouvelle politique en IRAN. Les lobbies des producteurs américains d'énergie ont exercé des pressions afin de mettre un terme aux sanctions, tandis que les autorités plaidaient pour un processus de réconciliation fondé « sur un nombre impressionnant d'intérêts communs ». La décision prise par WASHINGTON en 1999 d'autoriser les ventes de produits alimentaires et de médicaments est un premier signe d'un allègement des sanctions à l'égard de l'IRAN. Les ETATS-UNIS ont également demandé la reprise d'un dialogue avec l'IRAN, sans succès jusqu'à présent.

#### 4.4. Le choix américain

Nous avons vu tout au long de ces pages qu'après l'échec de la RUSSIE de reconstruire une CEI forte, qu'elle dominerait, et donc de retrouver rapidement une place forte sur la scène internationale, MOSCOU poursuit malgré tout cette entreprise, afin de redevenir une grande puissance et de d'assurer sa propre sécurité. Comme les ETATS-UNIS considèrent que l'accès aux sources d'énergie est un objectif vital, ils se sont donc lancés dans une lutte d'influence à la fois sur les Etats mais aussi sur les diverses compagnies pétrolières afin d'imposer leur choix : la voie turque qui élimine donc tout passage par la Russie ou les pays qu'elle contrôle.

Le tracé BAKOU – TBILISSI – CEYHAN s'impose tout naturellement, car il contourne l'ARMENIE, pour servir la GEORGIE avant de se terminer en TURQUIE. Il évite aussi un parcours plus direct au travers de l'IRAN. Ce choix essentiellement politique a du toutefois passer outre des intérêts économiques. En effet, l'oléoduc BAKOU – CEYHAN a eu un opposant d'importance : l'AZERBAÏDJAN INTERNATIONAL OPERATING COMPANY (AIOC), le consortium qui exploite les gisements de BAKOU et qui est composé de BRITISH PETROLEUM, d'EXXON, d'UNOCAL AMOCO (ÉTATS-UNIS), de Lucoil (RUSSIE) de TURKISH PETROLEUM et de SOCAR (AZERBAÏDJAN). Se basant sur le strict point de vue de la rentabilité, l'AIOC estimait que le coût était trop élevé et donc penchait pour un tracé BAKOU – SOUPSA (GEORGIE), suivi d'un acheminement par les détroits turcs du BOSPHORE et des DARDANNELLES. Or ces détroits sont l'objet de toutes les attentions de la part des Turcs, qui craignent non seulement la catastrophe écologique, conséquence de la marée noire qu'engendrerait un accident de mer mettant en cause un navire pétrolier, mais aussi la catastrophe humaine si celui-ci venait à prendre feu après un échouement dans cette zone très peuplée des détroits. Ainsi, cette option a été rejetée par ANKARA en arguant de la congestion de la circulation maritime à travers ces détroits et des risques de pollution ou d'accident, rejet qui tombe évidemment très bien pour la politique de la Maison Blanche.

## 5. Conclusion.

Outre l'intérêt maintenant largement exposé des Américains dans cette recherche de la diversification de leurs approvisionnements énergétiques, il convient de s'intéresser également aux autres apports pour les ETATS – UNIS de cette politique caucasienne et plus généralement proche orientale.

En novembre 1999, à ISTANBUL, le président CLINTON annonça lors du sommet de l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en EUROPE les actions des ETATS – UNIS en MEDITERRANEE orientale et au proche et moyen Orient :

- il a essayé de promouvoir un règlement des conflits ethniques du HAUT KARABAKH entre l'AZERBAÏDJAN et l'ARMENIE ;
- il a essayé d'avancer les négociations entre la GRECE et la TURQUIE à propos de CHYPRE ;
- il a pressé les Russes de retirer leurs forces de GEORGIE afin de respecter le Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE) ;

- il a présidé à la signature des protocoles d'accord sur la construction de l'oléoduc BAKOU – CEYHAN.

Pris au premier degré, ces déclarations montrent bien la volonté américaine d'agir pour la paix et le développement des Etats de la région. On remarque également sans difficultés, si l'on se penche sur le second degré, quel est l'intérêt que WASHINGTON peut retirer de tous ces sujets. Ainsi, pour les reprendre respectivement, nous constatons que :

- le règlement du HAUT KARABAKH pourrait entraîner un retrait des troupes russes en ARMENIE et donc une nouvelle balance des forces ;
- un accord définitif sur CHYPRE assurerait la tranquillité au large de CEYHAN ;
- l'application du traité FCE renforce la position militaire turque (et donc de l'OTAN) par le retrait des troupes russes ;
- l'oléoduc prive MOSCOU du contrôle d'une partie du pétrole, d'une source de revenus importante et de moyens éventuels de pression par la menace de la fermeture du robinet.

Ces objectifs clairement affichés se doublent d'autres que l'on pourrait qualifier de corollaires, mais qui sont tout aussi importants et qui doivent être appréhendés dans une politique d'ensemble.

Tout d'abord, en ne s'appuyant que sur le simple jeu des alliances et de la diplomatie, WASHINGTON renforce son image de tranquillisateur – pour ne pas dire de gendarme – de notre planète.

Ensuite, cet engagement permet de lutter au plus près contre les cinq grands adversaires que sont la bien sûr la RUSSIE, l'IRAN, le PAKISTAN, mais aussi l'INDE et la CHINE dans cette zone.

La CHINE pourrait avoir en effet son mot à dire dans le contrôle de ce pétrole, c'est à dire dans la maîtrise des approvisionnement en énergie de l'ASIE du SUD EST et du JAPON. En effet, une proposition a été faite de construire un gigantesque oléoduc qui aurait acheminé le pétrole au travers de toute l'ASIE, via la CHINE. Cette option n'est actuellement pas envisageable. Outre le fait que ce chantier est d'un intérêt financier plus que douteux, il n'est pas question de laisser la CHINE tenir le pétrole de l'Extrême Orient.

L'intérêt diplomatique américain pour cette région très sensible, renforcé par la présence militaire, permet à WASHINGTON d'avoir un regard permanent sur trois foyers majeurs de déstabilisation non seulement locale mais aussi internationale :

- la menace islamiste intégriste ;
- un des points clés de la production et du trafic de la drogue dans le monde ;
- l'opposition INDE – PAKISTAN à propos du CACHEMIRE, opposition qui s'est considérablement dramatisée avec la confirmation que ces deux Etats possèdent l'arme nucléaire (ainsi que les vecteurs).

Enfin, et ce n'est qu'une hypothèse qui n'engage que l'auteur de ce mémoire, il convient de se pencher sur l'autre richesse de cette zone : l'eau. Tous les observateurs s'accordent à penser que le contrôle de cette eau est plus que le contrôle de la richesse, c'est celui de la vie dans ces régions désertiques. Or cette eau vient des plateaux turcs et après avoir traversé l'ANATOLIE et le KURDISTAN, elle revient vers la MEDITERRANEE et donc ISRAËL. Le barrage ATATURK a une importance stratégique, puisqu'il peut priver d'eau des populations entières. Un accord secret entre les ETATS – UNIS, alliés indéfectibles de l'Etat hébreu mais aussi sentinelle vigilante de la situation intérieure irakienne, et la TURQUIE n'est peut être pas à exclure, qui aurait pour termes des garanties de ressources économiques par le pétrole, d'assistance militaire, et de sauvegarde des détroits turcs en échange d'une circulation libre de l'eau, afin de ne pas déstabiliser le proche Orient et de ne pas priver ISRAËL.

La politique américaine est donc très complexe, car elle joue sur un grand nombre de points et met en scène un grand nombre d'Etats plus ou moins stables, plus ou moins démocratiques, dont les situations internes ne pas forcément extrêmement brillantes sur les plans économiques et sociaux. Basée sur le double effet de ses puissances économiques et militaire, WASHINGTON conduit néanmoins cette politique avec vigueur afin d'atteindre ses objectifs, une vigueur d'autant plus réelle qu'aujourd'hui, si tout le monde connaît les motivations américaines, personne ne peut vraiment les concurrencer sauf en déclenchant un affrontement diplomatique puis inévitablement militaire dans une région que certains citent comme l'éventuel creuset d'un conflit majeur, d'autant plus qu'il est au milieu géographique de quatre grandes puissances (l'EUROPE, la RUSSIE, l'INDE et la CHINE), mais également loin du territoire américain.

Le pétrole de la mer Caspienne et l'oléoduc  
BAKOU – TBILISSI – CEYHAN,  
l'influence des ETATS-UNIS

Table des matières

	Page
1. Introduction	3
2. La région	3
2.1. Les Etats	4
2.1.1. La Géorgie	4
2.1.2. L'Arménie	5
2.1.3. L'Azerbaïdjan	6
2.1.4. L'Iran	6
2.1.5. Le Turkménistan	7
2.1.6. Le Kazakhstan	7
2.1.7. L'Ouzbékistan	8
2.1.8. La Turquie	8
2.1.9. La Russie	
2.2. Le statut de la Caspienne	9
2.2.1. Description physique	9
2.2.2. Les existants en hydrocarbure	10
2.2.3. Le statut	12
3. Les tracés possibles	13
3.1. Les existants	13
3.1.1. ATYRAOU – SAMARA et TENGIZ – NOVOROSIYSK.	13
3.1.2. BAKU – NOVOROSIYSK	14
3.1.3. BAKU – SUPSA	15
3.2. Les possibilités	16
3.2.1. BAKU – NEKA	16
3.2.2. BAKU – CEYHAN	17
3.2.3. KAZAKHSTAN – GWADAR	18
4. Les intérêts US	20
4.1. La TURQUIE	20
4.2. L'ARABIE SAOUDITE et le MOYEN ORIENT	22
4.3. Les autres Etats : le CAUCASE et l'IRAN	24
4.4. Le choix américain.	26
5. Conclusion.	27
Annexe	
Bibliographie	



La région du Caucase

## Bibliographie

YANNIS VALINAKIS, La région de la Mer Noire : défis et opportunités pour l'EUROPEI, les cahiers de CHAILLOT n°36, juillet 1999.

STEPHEN J BLANK, US military engagement with Transcaucasia and central Asia, US Army War College, institut des études stratégiques, juin 2000.

Caspian sea region, United States Energy Information Administration, juin 2000.

JEAN-CHRISTOPHE VICTOR : Mer Caspienne : le grand jeu (émission télévisée sur ARTE Le dessous des cartes) juillet 1998.

VICKEN CHETERIAN, Eldorado ou mirage ? Le Monde Diplomatique – octobre 1997.

VICKEN CHETERIAN, Face-à-face américano-russe autour de la Caspienne « Grand jeu » pétrolier en Transcaucasie, Le Monde Diplomatique – octobre 1997.

FRANÇOIS VILALDACH, L'avenir par les tubes ? Regard sur l'Est, n°20 mars-avril 2000.

HENRI CONZE : Défense et technologies Géopolitique – septembre 2000.

DOMINIQUE GALLOIS : la bataille pour le partage du pétrole de la Caspienne est ouverte Le Monde, 17 juillet 1998.

Les pipelines du CAUCASE, KEYHOLE, l'histoire vue du ciel.

<http://www.oricom.ca/ylrhum/Histo1/histocarte1.htm>